



Aurillac, le mardi 17 janvier 2022,

A M. BONY, M. DESCOEUR,
Députés du Cantal,

A M. DELCROS, M. SAUTAREL,
Sénateurs du Cantal,

M. les Députés, M. les Sénateurs,

L'intersyndicale éducation du Cantal s'adresse à vous aujourd'hui pour vous demander votre soutien et d'agir en faveur de l'amélioration des conditions de vie des agent·es des métiers de l'Éducation.

Les mesures salariales annoncées par le ministère de l'Éducation Nationale ne sont pas à la hauteur du déclasserement de nos professions. Les missions supplémentaires proposées dans le « Pacte » répondent à des logiques d'alourdissement des tâches et de mise en concurrence des personnels.

Aucun plan de revalorisation n'est amorcé pour l'ensemble des personnels qui concourent pourtant au service public d'éducation : AESH, AED, CPE, PSY EN, personnels d'administration, d'inspection, de direction, personnels de service, d'animation, ATSEM, etc. Sans compter que le gouvernement annonce là aussi un « travailler plus longtemps pour toucher des pensions réduites » avec un report de l'âge de départ et une accélération de l'allongement des durées d'assurance qui seraient des reculs de nos droits.

Le projet de réforme de la voie professionnelle, dont nous réclamons l'abandon, s'inscrit dans ce contexte général de dévalorisation des missions d'enseignement. « Les jeunes seraient mieux formé-es en entreprise qu'à l'école » selon le gouvernement : ce discours constitue une régression inacceptable.

À cela s'ajoute le budget 2023 qui prévoit de nombreuses suppressions de postes qui vont se traduire par une nouvelle dégradation des conditions d'exercice des métiers et des missions.

M. les Députés, M. les Sénateurs, les agent-es de l'Éducation ont tenu le service public à bout de bras pendant la crise sanitaire, iels sont épuisé-es. Avec le gel prolongé pendant plusieurs années du point d'indice couplé à l'inflation galopante, les salaires ont décroché et la situation est critique pour nombre de personnels. De plus, l'accumulation des contre-réformes sans aucun intérêt pour le service créent une perte de sens profonde qui conduisent au mal-être au travail, voire à la démission. Preuve en est la situation catastrophique du recrutement.

M. les Députés, M. les Sénateurs, l'intersyndicale éducation du Cantal vous demande d'entendre cette souffrance et d'y répondre. Vous pouvez porter la voix des personnels devant la représentation nationale et les ministres responsables de cette situation.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire M. les Députés, M. les Sénateurs, en l'expression de nos salutations respectueuses et notre attachement au service public.

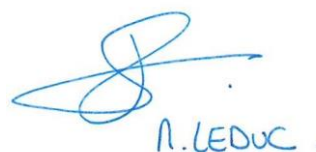
Emeric Burnouf
FSU 15



André Chavaroche
FNEC FP FO 15



Matthias Leduc
Sud Education 15



Franck Lacrampe
CGT EducAction 15